

## Publications économiques et financières



### Conjoncture économique

N° 684 / décembre 2021

## TENDANCES CONJONCTURELLES

### 3<sup>E</sup> TRIMESTRE 2021

### La conjoncture économique à la Martinique

#### Une reprise en perte d'élan

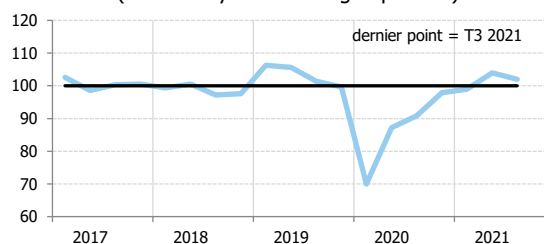
Au troisième trimestre 2021, le climat conjoncturel baisse par rapport au trimestre précédent (-2,0 points) pour s'établir à 102 points. Le léger fléchissement de l'ICA tient notamment à la baisse des soldes d'opinions relatifs à la trésorerie pour le trimestre en cours (3<sup>e</sup> trimestre) et aux effectifs pour le trimestre à venir (4<sup>e</sup> trimestre).

Cependant il demeure au-dessus de sa moyenne de longue période, suggérant que l'activité reste en expansion. Les soldes d'opinions concernant les délais de paiement sont en hausse, et le solde des prévisions d'investissement demeure en territoire positif, traduisant un certain optimisme des entrepreneurs.

Une majorité d'entreprises (73,5 %) interrogées dans le cadre de l'enquête de conjoncture déclare un chiffre d'affaires en progression ou stable au 3<sup>e</sup> trimestre par rapport au 2<sup>e</sup> trimestre, malgré la mise en place du confinement le 30 juillet 2021. Cependant, elles sont moins nombreuses au 3<sup>e</sup> (67,1 %) qu'au 2<sup>e</sup> trimestre (81,9 %) à anticiper un chiffre d'affaires en hausse ou stable pour l'année 2021.

Les entreprises continuent à bénéficier, au 3<sup>e</sup> trimestre 2021, de concours financiers destinés à les aider à faire face aux difficultés de trésorerie. Néanmoins, elles sont moins nombreuses (10,3 %) qu'aux 2<sup>e</sup> (12,3 %) et 1<sup>er</sup> trimestres (26,0 %) à solliciter des aides publiques, dont les prêts garantis par l'État (PGE). Elles sont également moins nombreuses à avoir recours à des financements bancaires hors PGE (5,2 % contre 11,3 % au trimestre précédent).

**Indicateur du climat des affaires**  
(100 = moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

#### Quelles sont les mesures de trésorerie prises au 3<sup>ème</sup> trimestre 2021 ?



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

## Poursuite de la hausse des prix

Les derniers chiffres d'inflation connus en Martinique (+2,8 % en glissement annuel en juillet 2021, selon l'Insee) suggéraient déjà une accélération significative de la hausse des prix au premier semestre. Au 3<sup>e</sup> trimestre, cette tendance a semblé se prolonger. Les prix des produits énergétiques ont ainsi continué à progresser : les prix des carburants sont désormais en hausse sur un an de 26,5 % pour le sans plomb et 20,4 % pour le gasoil à fin septembre 2021. Dans le cadre de l'enquête de conjoncture, 86 % des entreprises interrogées déclarent une hausse de leurs prix fournisseurs ce trimestre. Les répondants estiment cette hausse à +16,5 % en moyenne, et la moitié d'entre eux indiquent une augmentation supérieure à 10 %. 86 % de ces entreprises l'expliquent par la hausse des prix des intrants. Mais 83 % se disent aussi impactées par la hausse du coût du fret. En effet, les tensions dans le transport maritime de marchandises se répercutent sur les prix du fret : le cours du conteneur a ainsi bondi de septembre 2020 à septembre 2021 de + 418 %, selon le Freightos Baltic Index. Enfin, 75 % des entreprises ayant subi des hausses de prix pourraient les répercuter (partiellement ou totalement) sur leurs prix de vente.

## Tassement sur le marché du travail

À fin septembre, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) est en baisse (- 1,4 %) à 37 370 personnes, en variation trimestrielle. Cette évolution est toutefois à relativiser au regard des distorsions produites par le 4<sup>e</sup> confinement sur l'enquête emploi. En témoigne la hausse simultanée du nombre de demandeurs d'emploi de catégorie D (c'est-à-dire sans emploi, mais non tenus de rechercher un emploi pour cause de formation, de maladie ou d'indisponibilité immédiate), de 4,7 % après une baisse de 3,1 % à fin juin 2021.

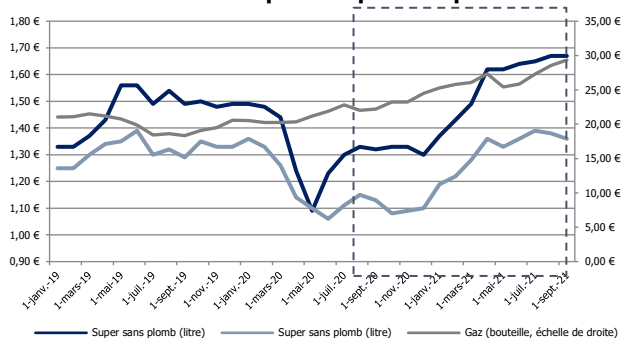
Par ailleurs, le nombre cumulé de demandes de placements en activité partielle croît de 31 % entre mai et septembre 2021, illustrant le ralentissement de l'activité suite aux restrictions administratives.

Le tassement de la dynamique de l'emploi au 3<sup>e</sup> trimestre est visible dans les statistiques de l'Acoss, selon lesquelles, après une forte progression au 2<sup>e</sup> trimestre (+2 379 emplois à fin juin parmi les salariés du secteur privé), le nombre d'emplois baisse au 3<sup>e</sup> trimestre (-1 876 emplois à fin septembre).

Les mesures mises en place pour l'emploi par les entreprises interrogées dans le cadre de l'enquête de conjoncture reflètent également la dégradation de la situation sanitaire survenue au cœur du 3<sup>e</sup> trimestre et les mesures de freinage mises en place. Ainsi, 1 entreprise sur 4 déclare déployer le télétravail au 3<sup>e</sup> trimestre, contre 1 sur 5 précédemment. 22,9 % des entreprises assurent placer des salariés en activité partielle soit environ autant qu'au trimestre précédent mais plus qu'au début de l'année. La proportion d'entreprises qui recrutent au 3<sup>e</sup> trimestre est stable par rapport au 2<sup>e</sup> trimestre (17,7 % après +16,9 % au T2).

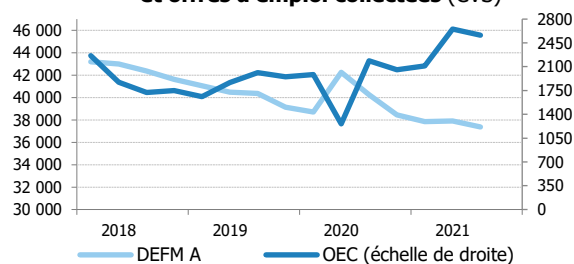
Alors que le trimestre a été marqué par un nouveau confinement, l'enquête révèle également que 44,8 % des entreprises n'appliquent aucune mesure spécifique au 3<sup>e</sup> trimestre (contre 42,3 % au deuxième trimestre 2021).

### Évolution des prix des produits pétroliers



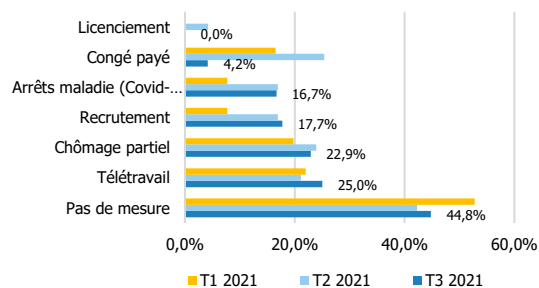
Source : Préfecture de la Martinique

### Demands d'emploi en fin de mois et offres d'emploi collectées (CVS)



Sources : SMTP, Pôle emploi, Dares

### Mesures mises en place pour l'emploi

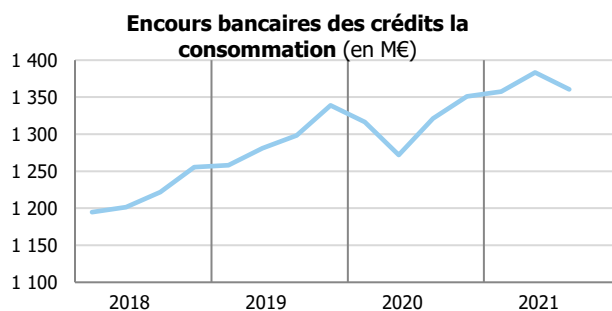


Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

## La consommation des ménages marque le pas

Au 3<sup>e</sup> trimestre, la consommation privée s'essouffle, diminuée par les restrictions d'activité liées au confinement. L'évolution du montant cumulé des paiements des ménages martiniquais par carte bancaire illustre ce ralentissement : ce montant est supérieur de 8 %, à fin septembre, aux dépenses par cartes de l'année précédente sur la même période, contre +10 % à fin juin. Parallèlement, l'épargne (dépôts à vue et placements liquides) des ménages continue d'augmenter à un rythme plus soutenu qu'avant-crise (+1,1 % pour le 3<sup>e</sup> trimestre, +1,8 % au trimestre précédent). Les encours de crédit à la consommation baissent également de 1,6 % au 3<sup>e</sup> trimestre pour la première fois depuis début 2020. Cette évolution reflète notamment les difficultés du secteur automobile, particulièrement affecté par les restrictions d'activité et les ruptures de chaînes de production : les immatriculations de véhicules de tourisme neufs chutent ainsi de 37,1 % (CVS) au 3<sup>e</sup> trimestre. D'autres commerces, à l'instar de la grande distribution, sont moins affectés par le *stop-and-go* sanitaire : le chiffre d'affaires des supermarchés augmente de 2,4 % (CVS) au 3<sup>e</sup> trimestre.

Enfin, la vulnérabilité financière des ménages poursuit sa baisse, le nombre d'incidents de paiement sur chèques (-3,7 %), de retraits de cartes bancaires (-2,7 %) et le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire (-1,4 %) reculant sur les trois derniers mois. Le nombre de dépôts de dossiers de surendettement (-19,1 %) baisse sensiblement ce trimestre, en lien avec les restrictions de déplacement, tandis que le traitement des dossiers a été assuré sans discontinuer par le secrétariat de la commission.

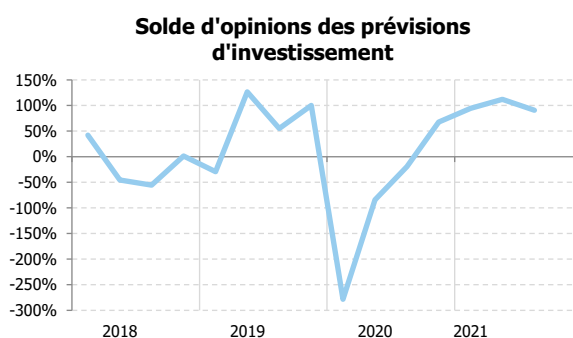


Source : IEDOM

## Ralentissement des prévisions d'investissement

Les intentions d'investissement fléchissent légèrement au 3<sup>e</sup> trimestre, mais restent orientées à la hausse pour l'ensemble des secteurs, hormis le secteur du tourisme. Les importations de biens d'investissement (-15,1 %, CVS) et la livraison de locaux commerciaux (dont les attestations de conformité électrique diminuent de 27,7 %, en CVS) reculent ce trimestre.

En termes de vulnérabilité des entreprises, la situation s'améliore. Les impayés sur effet se réduisent en nombre (-38,8 %, à 85) au 3<sup>e</sup> trimestre. Le nombre de personnes morales en interdiction bancaire continue de baisser (-1,7 % en variation trimestrielle, -12,6 % en glissement annuel).

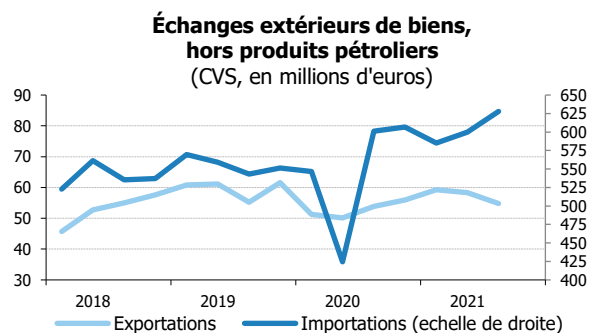


Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

## Contraction des exportations, augmentation des importations

Hors produits pétroliers, les exportations diminuent de 6,1 % (CVS), en raison de la contraction conséquente des exportations de produits agroalimentaires (-20,0 %, CVS). La hausse des exportations de produits agricoles (+12,4 %, CVS) permet de limiter cette baisse des exportations totales.

De leur côté, les importations hors produits pétroliers sont en hausse ce trimestre (+4,7 %, CVS). Cette évolution résulte de l'augmentation des importations des autres produits industriels (+4,7 %, CVS), des biens d'équipements mécaniques et matériels électriques (+3,0 %, CVS), du matériel de transport (+2,4 %, CVS) ainsi que de la hausse des imports des produits agricoles (+7,2 %, CVS) et de l'industrie agroalimentaire (+4,2 %, CVS).



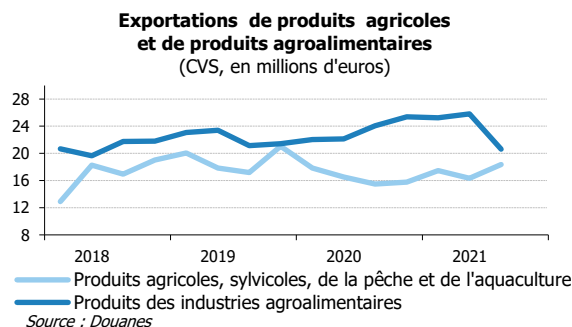
Source : Douanes

Les échanges de produits pétroliers suivent une dynamique similaire ce trimestre. Les importations (+12,0 %, CVS) comme les exportations progressent (+22,8 %, CVS), pour retrouver des niveaux d'avant-crise. Au final, les importations (+6,9 %, CVS) et les exportations (+1,8 %, CVS) totales poursuivent leur expansion ce trimestre.

## La conjoncture sectorielle

Selon l'enquête de conjoncture de l'IEDOM, l'activité économique sectorielle de la Martinique est stable au 3<sup>e</sup> trimestre 2021 pour une majorité de secteurs. Après un léger regain au trimestre passé, l'activité de l'hôtellerie-tourisme se détériore à nouveau en raison des restrictions, ainsi que celle du secteur primaire et industrie agro-alimentaire. Les soldes de gestion restent dégradés pour l'ensemble des secteurs. Les chefs d'entreprise déclarent des prix en hausse et des stocks en baisse.

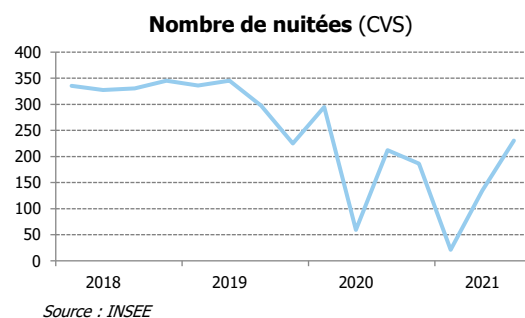
Au sein du **secteur primaire et de l'industrie agroalimentaire**, le climat des affaires est défavorable au 3<sup>e</sup> trimestre, en raison de la dégradation des effectifs et de la baisse des stocks. L'augmentation des prix des intrants est ressentie par 87 % des répondants. Plus généralement, les chefs d'entreprise déclarent une baisse du volume d'activité. Les exportations de produits agroalimentaires baissent sensiblement (- 20,0 %, CVS) alors que celles des produits agricoles remontent (+12,4 %, CVS, dont +8,5 % pour les exportations de banane, CVS). Côté élevage, l'abattage total est en augmentation (+8,3 %, CVS).



Selon les déclarations des professionnels du **BTP**, l'activité est stable au 3<sup>e</sup> trimestre. Les soldes de gestion (trésorerie, délais de paiement, charges d'exploitation) restent toutefois profondément dégradés. Le secteur est particulièrement affecté par la hausse des prix des matières premières. La moitié des répondants du secteur estime que cette augmentation est supérieure à 20 %. Cette hausse ralentit la mise en opération de grands chantiers dont les enveloppes ont été fixées préalablement à la forte revalorisation des prix des intrants. Le 4<sup>e</sup> confinement a empêché la livraison des logements neufs, qui baissent de 41,8 %. Les ventes de ciment en sac (-3,8 %, CVS), qui reflètent les petits chantiers, sont en légère baisse. Les ventes de ciment en vrac (-1,8 %) qui illustrent l'évolution des grands chantiers structurants, sont en baisse également. Les intentions d'investir du secteur restent toutefois bien orientées, comme les encours de crédits à l'habitat (+1,4 %).

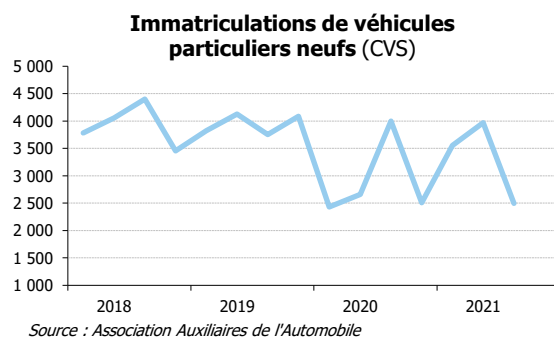
Les représentants du **secteur de l'industrie** (hors industrie agroalimentaire) déclarent une activité stable au troisième trimestre et anticipent une légère amélioration de celle-ci pour le prochain trimestre. Par ailleurs, les prévisions d'investissement sont en hausse. Toutefois, les professionnels font face à une dégradation des charges d'exploitation pour le 3<sup>e</sup> trimestre. Ils sont 93,3 % à déclarer une augmentation des prix de leurs matières premières, 71 % vont répercuter partiellement ou totalement ces hausses au trimestre prochain.

Dans le secteur du **tourisme**, les professionnels interrogés dans le cadre de l'enquête de conjoncture indiquent une dégradation de l'activité. Le nombre de nuitées augmente bien de 70,9 % au 3<sup>e</sup> trimestre, mais cette évolution repose essentiellement sur le mois de juillet alors que les mois d'août et septembre ont été affectés par la recrudescence de la circulation de la Covid-19 et le confinement. Le tourisme reste ainsi le secteur le plus touché par les restrictions sanitaires : 50 % des entreprises interrogées ont encore recours aux aides publiques (report ou annulation d'échéances sociales ou fiscales, prêt garanti par l'État (PGE), autre).



En parallèle, elles mettent en place des mesures spécifiques auprès de leurs fournisseurs et de leurs clients (40,0 % des entreprises allongent les délais de règlement fournisseurs et 50,0 % accélèrent le recouvrement des créances clients). Sur le front de l'emploi, les effectifs sont préservés grâce au recours à l'activité partielle (90 % des entreprises interrogées déclarent avoir recours au chômage partiel) et au télétravail (50,0 % des entreprises interrogées). Par ailleurs, le risque de défaillance (4 entrepreneurs sur 10 craignent une défaillance de leur entreprise dans les 12 prochains mois) et les baisses répétées de chiffre d'affaires (42,9 % des entreprises interrogées déclarent une baisse de chiffre d'affaires entre le T2 et le T3 2021 et entre le T3 2021 et le T3 2020) incitent à la prudence et au report des prévisions d'investissement.

Dans le secteur du **commerce** la situation est encore une fois différenciée selon l'ouverture ou non des commerces durant la période de confinement. Alors que le chiffre d'affaires de la grande distribution est en légère hausse (+2,4 %, CVS), les chiffres d'immatriculations de véhicules particuliers neufs plongent à nouveau (-37,1 %, CVS). Dans l'ensemble, les commerçants parviennent à maintenir la trésorerie à l'équilibre mais les charges d'exploitation se détériorent. 52,4 % des entreprises du secteur déclarent une baisse du chiffre d'affaires au troisième trimestre par rapport à la même période l'année dernière.



Les dirigeants du secteur des **services aux entreprises** déclarent une amélioration de l'activité, et une hausse du carnet de commande. Cependant la trésorerie reste dégradée. 57,1 % des entreprises appartenant à ce secteur déclarent réaliser un chiffre d'affaires supérieur ou égal à celui du 3<sup>e</sup> trimestre 2020, suggérant une bonne dynamique.

## La conjoncture régionale et internationale

### UNE REPRISE DIFFICILE POUR L'ÉCONOMIE DES PAYS D'AMÉRIQUE LATINE ET DES CARAÏBES

Dans son rapport annuel, publié en octobre 2021, la Commission Économique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (CEPALC) estime qu'en 2021, la croissance de la région atteindra les + 5,9 % puis les + 3 % en 2022. Toutefois, ces taux de croissances masquent des divergences entre les pays de la région, en particulier leur asymétrie en termes d'accès au vaccin (en octobre 2021, 14,3 % de la population est vaccinée à Saint-Vincent-et-les-Grenadines, pour 85,3 % aux îles Cayman), de maintien d'une politique fiscale accommodante ou d'une politique monétaire expansionniste, qui représentent des enjeux majeurs pour une sortie de crise. Par ailleurs, le ralentissement de la croissance estimée à partir de 2022 (- 2,9 points) ne permettrait pas d'inverser la contraction record de l'activité de la région en 2020 (- 6,7 %).

Dans ce contexte et afin d'augmenter la liquidité de ses pays membres, le FMI a mis en place en août 2021 une allocation générale de droits de tirages spéciaux (DTS), à hauteur de 650 milliards de dollars. L'Amérique Latine, ainsi que la région Caraïbes ont reçu 18% du fond pour les pays en développement, soit 51,5 milliards de dollars. Cette aide est particulièrement profitable pour certaines petites économies de la région, comme le Suriname et le Guyana, pour lesquels l'allocation représente près de 35 % de leurs réserves en monnaie étrangères ou encore le Belize et la Jamaïque, qui sont les économies les plus endettées de la région (respectivement 118 % et 103 % de leur PIB).

L'ensemble des Pays et territoires d'outre-mer (PTOM) de la zone Caraïbes, très dépendants du tourisme, ont violemment été affectés par la crise COVID-19. En 2020, ces petites économies enregistrent des contractions record de leur activité. Côté néerlandais, la croissance est estimée à - 24 % à Sint Maarten et - 20 % à Curaçao et côté britannique à - 26,8 % pour les îles Turques-et-Caïques et - 29,87 % pour Anguilla.

Afin de relancer la demande et de dégager des liquidités, la plupart des pays de la zone Caraïbes ont mené des politiques monétaires expansionnistes. Cependant, l'augmentation du niveau des prix à partir de décembre 2020 (+3,2 % du prix des services entre décembre 2020 et juin 2021), symptôme de l'accélération de la demande à niveau d'offre constant, couplée à l'appréciation du dollar ont réduit la marge de manœuvre des économies de la région, contraintes d'augmenter à nouveau leurs taux d'intérêts directs.

Source : Banque Mondiale, CEPALC « Economic Survey of Latin America and the Caribbean, 2021 », FMI.

### LA REPRISE DE L'ÉCONOMIE MONDIALE SE POURSUIT

Les dernières estimations publiées par le FMI en octobre 2021 anticipent une croissance du PIB mondial de 5,9 % en 2021. Ces perspectives sont légèrement inférieures à celles de juillet puisque le FMI tablait alors sur une hausse de 6,0 %. Cette révision s'explique par la dégradation de la situation dans les pays avancés, notamment due à des ruptures d'approvisionnement, mais aussi dans certains pays en développement en raison de l'aggravation de la situation épidémique. En 2022, le FMI table sur une progression du PIB mondial de 4,9 %, soit un rythme inchangé par rapport aux perspectives de juillet.

Aux États-Unis, la croissance du PIB a nettement ralenti au troisième trimestre. Elle ne s'élève plus qu'à 0,5 % en rythme trimestriel, après une augmentation de 1,6 % au trimestre précédent. Ce ralentissement s'explique par le retour de restrictions sanitaires dans certains États avec la propagation du variant Delta mais également par les difficultés mondiales d'approvisionnement qui provoquent des retards de livraison voire des pénuries pour certains biens. La fin de certaines aides fédérales a également pesé sur la consommation des ménages. Sur l'ensemble de l'année 2021, le FMI anticipe une hausse du PIB de 6,0 %, nettement inférieure à ce qui avait été anticipé en juillet (+7,0 %).

Dans la zone euro, le PIB a augmenté de 2,1 % au troisième trimestre, soit le même rythme qu'au trimestre précédent. Le taux de chômage a quant à lui continué de baisser pour s'établir à 7,4 % à fin septembre. Il s'élevait à 7,8 % à fin juin et à 8,6 % un an plus tôt. À l'inverse, le taux d'inflation progresse pour le troisième mois consécutif pour atteindre 3,4 % à fin septembre, contre seulement 1,9 % trois mois plus tôt. Sur l'année entière, le PIB pourrait croître de 5,0 % selon le FMI, avec des écarts marqués entre les pays de la zone.

En France, le PIB a enregistré une croissance de 3,0 % au troisième trimestre après une hausse de 1,3 % au trimestre précédent. Il revient ainsi quasiment à son niveau d'avant-crise (-0,1 % par rapport au quatrième trimestre 2019). Cette évolution est portée par la progression marquée de la consommation des ménages (+5,0 %) et des exportations (+2,3 %). L'investissement (-0,1 %) et les importations (+0,1 %) sont pour leur part quasiment stables par rapport au trimestre précédent. Selon les prévisions de la Banque de France et du FMI, le PIB augmenterait de 6,3 % sur l'ensemble de l'année.

Le Japon a vu son PIB se contracter de 0,8 % sur le trimestre. Cette évolution s'explique par le recul de la consommation des ménages (-1,2 %) et de l'investissement des entreprises (-3,8 %) alors que le pays a traversé, durant cette période, sa pire vague de Covid-19. La pénurie de semi-conducteurs a par ailleurs pesé fortement sur l'industrie automobile qui a été contrainte de réduire nettement sa production en septembre. Sur l'ensemble de l'année 2021, le FMI anticipe une croissance de 2,4 %.

Enfin, les pays émergents et en développement verraient leur PIB croître de 6,4 % en 2021 selon le FMI. Cette évolution masque d'importantes disparités entre les pays : la Chine et l'Inde pourraient voir leur PIB progresser de respectivement 8,0 % et 9,5 % sur l'année tandis que le Brésil et la Russie enregistraient une hausse moins marquée (respectivement 5,2 % et 4,7 %).

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 17 novembre 2021.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

Directeur de la publication : **F. MAR-PICART** — Responsable de la rédaction : **N. GOBALRAJA**  
Rédaction : **E. ROUSSINEAU** — Éditeur et imprimeur : IEDOM